

RASSEMBLEMENT DES MÉDECINS

Des actions plus radicales prochainement

Ils étaient nombreux, hier, les praticiens spécialistes, professeurs et docents du secteur de la santé à prendre part au rassemblement auquel ont appelé les syndicats autonomes de la santé publique, au terme d'une grève de trois jours lancée par la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique.

Rosa Mansouri - Alger

(Le Soir) - La participation massive des professionnels de la santé à ce rassemblement d'une heure, tenu dans la cour du CHU Mustapha-Pacha, est plus que significative de l'adhésion de l'ensemble de la corporation aux revendications exprimées par les syndicats de la santé.

Jamais une telle détermination et une telle concertation n'ont été enregistrées dans les rangs des différents syndicats autonomes qui semblent engagés pour des actions dans la durée.

C'est ce qu'a confirmé hier le président du Syndicat, national des maîtres-assistants, le D^r Djedjig, qui a annoncé le durcissement, dès les prochaines semaines, du mou-

vement de protestation. En concertation depuis quelques jours, les syndicats de la santé publique menacent de recourir à des actions radicales, allant jusqu'à la paralysie du secteur, y compris les services des urgences. Bien structurés, les syndicats de la santé sont aujourd'hui convaincus que seul le recours à la force pourrait leur permettre d'arracher leurs droits.

«Nous savons aujourd'hui que le ridicule ne tue pas dans ce pays. Sinon, comment le ministère de la Santé a-t-il pu avancer un taux de 4,48 % d'adhésion à la grève alors que tous les hôpitaux sont paralysés ?» s'est insurgé le D^r Djedjig.

Il annonce, par ailleurs, l'organisation, prochainement, d'une grève d'une

semaine, mais sans toutefois avancer de date. La machine a démarré pour ne point s'arrêter en milieu de chemin. Les médecins rencontrés hier au sein du CHU Mustapha-Pacha ont exprimé leur colère et indignation face à l'attitude de la tutelle.

Ils ne comprennent pas comment et pourquoi un secteur aussi sensible que la santé ne bénéficie pas de la sollicitude des pouvoirs publics. «Nous sommes déçus. Nous nous sentons méprisés et ignorés.

C'est un comportement grave», souligne un chirurgien. Le Dr Yousfi, président du Syndicat des médecins spécialistes, insiste, quant à lui, sur la réussite de ce débrayage de trois jours, plus important que la grève du mois d'avril dernier.

Son syndicat a été reçu récemment par le ministre de la Santé, mais la situation n'a pas évolué d'un iota, car la satisfaction des revendications inscrites dans le programme de la

Coordination relève des prérogatives du chef du gouvernement. Le D^r Yousfi abondera dans le même sens que ses confrères en déclarant que le mouvement est apolitique et qu'aucun syndicat n'est manipulé.

Outré par l'attitude irresponsable des pouvoirs publics, le Dr Yousfi rappellera le combat livré par les médecins algériens durant la décennie noire. «Nous refusons toute leçon sur le patriotisme et les valeurs de la nation, car nous les connaissons mieux que tous ceux qui viennent aujourd'hui nous rappeler notre devoir envers le pays», lancera-t-il.

«Les salaires des députés ont été alignés sur ceux de leurs homologues tunisiens et marocains.

Il faut donc procéder de la même manière pour tous les autres travailleurs, l'élite en particulier», soulignent avec force et détermination les protestataires.

R. M.

**SALON NATIONAL
DE LA DÉCORATION**

Les artistes plaident pour la réhabilitation des métiers traditionnels

Le Salon national de la décoration, sous le thème «artisanat au service du raffinement», a ouvert ses portes hier à la Bibliothèque nationale du Hamma. La manifestation coïncide avec la Journée nationale de l'artisanat et s'étalera jusqu'au 15 novembre. Intervenant en marge de cette manifestation, M. Benbada, ministre de la Petite et moyenne entreprise et de l'Artisanat, a déclaré qu'il s'agit d'encourager l'acquisition de produits artisanaux aussi bien par les particuliers que par les entreprises et de l'embellissement des espaces verts. Le premier responsable du secteur précisera, en outre, qu'un projet de loi a été élaboré et consacrera l'obligation pour les entreprises nationales de s'approvisionner auprès des artisans.

Cette mesure nouvelle vise l'encouragement de la production traditionnelle et artisanale, selon ses initiateurs. Le ministre lancera, par ailleurs, un appel à ces mêmes entreprises nationales, les invitant à acquérir objets de décoration et mobilier auprès des artisans et à «laisser tomber» le mobilier d'importation. Le volet de la commercialisation des produits a également été abordé par M. Benbada qui dévoilera à ce sujet un programme global de son secteur, visant la mise en valeur de l'artisanat traditionnel. Il appellera, en outre, à cibler les consommateurs locaux et, du même coup, le marché national. Le ministre a, en outre, annoncé la création d'une Maison de l'artisanat ainsi que le passage à une phase plus «offensive», avec la mise en service de sites web ou pour le moins d'adresses électroniques, en vue d'assurer la promotion de la production artisanale locale. M. Benbada rappellera par ailleurs, que la mise en valeur des produits de l'artisanat devra passer par leur exposition au niveau des grandes surfaces commerciales, telles que les supermarchés.

F.-Z. B.

COMMUNICATION D'ENTREPRISE

PR Factory Int s'installe en Algérie

Une nouvelle agence, PR Factory Int, spécialisée dans les relations publiques et la communication corporative, vient de s'installer à Alger, a annoncé son président, Mohieddine Djabri. Cette agence privée, de droit algérien, fait partie d'un réseau international déjà implanté dans des pays africains, dont la Tunisie, la Mauritanie et la Libye, selon notre interlocuteur. Il rappellera que l'objectif d'un tel projet est «la création d'une nouvelle dynamique sur le marché de la communication en Algérie pour permettre aux entreprises publiques et privées de transcender les contingences de la publicité ordinaire». PR Factory Int cible, pour ses premiers pas dans notre pays, certaines entreprises relevant du secteur public, considérées comme suffisamment structurées et jouissant d'une bonne réputation en matière de prestation de services.

Concernant les sociétés privées, Mohieddine Djabri estime que la plupart ne sont pas encore arrivées à maturité pour investir dans ce mode de communication, considéré, du reste, comme efficace. Il avoue que de nombreuses entreprises font de la communication PR sans s'en rendre compte et sans que ce mode de communication ne soit inscrit dans le cadre d'une stratégie globale de leur développement. Toutefois, le président de PR Factory Int Algérie se déclare disposé à proposer ses services aux sociétés privées qui jouissent d'une bonne réputation auprès de leurs clients. Pour Mahieddine Djabri, «l'expérience algérienne en matière de PR est porteuse de potentialités prometteuses», ce qui justifie l'installation de son agence dans notre pays, à Staouéli, à quelques kilomètres à l'ouest d'Alger.

Lyès Menacer

CRÉANCES D'ALGÉRIE TÉLÉCOM

Le taux de recouvrement actuel est de 12%

L'opération de recouvrement des créances d'Algérie Télécom (AT), détenues auprès des administrations et des particuliers, se poursuit toujours et a déjà atteint un taux de 12%. L'information a été rendue publique hier par le P-dg d'Algérie Télécom, M. Moussa Benhamadi, lors d'un point de presse juste après l'inauguration du Salon algérien pour la relation client.

Abder Bettache -Alger (Le Soir) - Le P-dg du groupe Algérie Télécom (AT), M. Moussa Benhamadi, a indiqué à ce propos que plus de 12% des créances que détient l'entreprise auprès des administrations et de particuliers ont été réglées. Selon lui, «nous avons des engagements écrits de la part des ministères, des administrations et des entreprises économiques mais il leur faut un certain temps pour qu'ils s'acquittent de leurs dettes. En

l'espace de deux mois, plus de 12% des créances du groupe Algérie Télécom (qui sont de l'ordre de 70 milliards de dinars) ont été réglées» et d'ajouter que «l'opération est en cours, elle se poursuit normalement et sa tendance est très positive».

A ce propos, il fera savoir qu'une conférence de presse annonçant l'évaluation de cette opération sera organisée «d'ici la fin du mois de décembre prochain». Pour rappel, lors de sa première sortie médiatique, le P-dg de l'opérateur historique de la téléphonie Algérie Télécom, M. Moussa Benhamadi, avait affirmé que des créances «pèsent lourdement sur la trésorerie», en précisant qu'une équipe a été mise en place pour «l'identification de ces créances et leur recouvrement». M. Benhamadi a ajouté que la circulaire transmise par le chef du gouvernement aux administrations les invitant à s'acquitter de leurs dettes

auprès d'Algérie Télécom lui a été d'une précieuse aide. Il a reconnu qu'en termes de qualité de services de prestations et de déploiement, AT connaît «des défaillances» dues notamment à la faiblesse des revenus générés quasi exclusivement par l'activité de la téléphonie fixe. Celle-ci a été sensiblement affectée par le développement du mobile qui a occasionné une baisse conséquente du trafic sur le réseau fixe même si le nombre d'abonnés d'AT a augmenté de 500 000 entre 2005 et 2008. Lors de son intervention à l'occasion de l'ouverture du Salon algérien pour la relation client, le premier responsable du secteur de tutelle a longuement mis l'accent «sur l'importance de la relation client entreprise», laissant entendre par là que «le management de la qualité doit constituer désormais la clé de voûte de toute réussite managériale».

A. B.

ORASCOM TELECOM ALGÉRIE

Augmentation de la base de données client

Orascom Telecom Algérie augmente la capacité de sa plate-forme de données à la suite d'un accord conclu avec Nokia Siemens Network (NSN). Ainsi, la capacité de la plate-forme d'Orascom passe de 17 millions d'abonnés à 20 millions, soit une aptitude supplémentaire d'un parc client de 3 millions.

En effet, la gestion unifiée des données fournies par NSN permet à l'opérateur de téléphonie mobile de développer davantage sa base de données des renseignements liés aux abonnés. La nouvelle solution est à même d'unir les données actuellement fragmentées. Cette avancée technologique rend possible une connaissance approfondie des clients.

Cette technologie embarquée permet, en outre, d'entreprendre des opérations intelligentes à l'endroit des clients.

Il sera ainsi possible de développer des approches proactives d'assistance aux clients et des applications multiples. Par ailleurs, il a été expliqué que la solution en question permet de générer des économies conséquentes sur les

dépenses en équipements et en exploitation.

Si la phase de déploiement a été achevée, la migration est en cours. Cette dernière permettra à l'entreprise de disposer des nouvelles capacités dès 2009. Il n'en demeure pas moins que la migration de la base actuellement installée est prévue avant la fin de l'année 2008.

Selon le directeur général d'Orascom Télécom Algérie, Djezzy avait besoin d'un partenaire capable d'aider l'opérateur de mettre à niveau et de moderniser les équipements de base. M. Tamer El Mahdy

a, en outre, assuré que «la décision de choisir la solution de banque de données NSN, basée sur les plateformes Apertio, donne à OTA un atout précieux, à savoir les données clients. Ceci permet l'ouverture sur de nouvelles applications innovantes grâce à une connaissance précieuse de nos clients».

Il est à noter que le partenariat entre Orascom et Nokia Siemens Network remonte à 2002 depuis qu'OTA est devenu un fournisseur clé d'accès radio et équipements à hyperfréquences.

N. M.

TRIBUNAL DE BLIDA

L'ex-maire de Draria sous mandat de dépôt

De sources concordantes, nous avons appris que l'ex-maire de Draria, M. Saker Redouane, a été placé, hier, sous mandat de dépôt par le juge d'instruction du tribunal de Blida pour les griefs de détournement de foncier agricole. Tout comme cinq ex-membres de cette même APC ont été placés sous contrôle judiciaire. Il y a lieu de noter que l'âge des bénéficiaires de ces terrains variait, à l'époque, entre 12 et 80 ans.

M. B.